

4ème génération des MRE

Ce que ces jeunes veulent de leur pays

Salima Guisser
sguisser@aujourd'hui.ma

Le forum des jeunes MRE, initié récemment à Marrakech, par le ministère chargé des MRE et des affaires de la migration, était l'occasion pour certains de s'exprimer sur leurs attentes de leur pays d'origine. L'échange avec trois jeunes a permis à ces jeunes de se confier dans ce sens et de déceler une certaine volonté de retour.

Imane Badi veut un secteur de santé sain

Cette jeune étudiante en infirmerie en Espagne aimerait bien voir le secteur de la santé se développer davantage au Maroc. «La santé est un peu critique au Maroc. Cela me dissuade relativement de revenir au pays», indique à ALM Imane Badi, étudiante en

dernière année universitaire en infirmerie. Quand même, l'idée de rentrer au pays lui trotte dans la tête. «J'y ai pensé plusieurs fois. Si ce n'est pas maintenant, ce sera ultérieurement, mais ce qui importe c'est de revenir au pays», enchaîne Imane Badi, née à Casablanca et partie à Barcelone, en compagnie de sa famille, à l'âge de 11 ans.

Yassine Ramli pense à développer les relations maroco-italiennes

Cet étudiant en 3ème année universitaire en droit italien et européen a l'idée de créer un cabinet de conseil juridique en Italie ayant sa branche au Maroc. «Je pense, après mes études créer un cabinet composé de juristes et économistes en Italie ayant sa



filiale au Maroc. Ainsi, les Italiens désirant monter des projets au Maroc peuvent me consulter dans mon cabinet en Italie pour les éclairer en matière de droits et procédures, voire établir un lien avec l'équipe se trouvant dans la filiale au Maroc», explique Yassine Ramli, originaire de Khouribga en affichant une grande ambition.

«J'aimerais bien contribuer à établir des relations étroites entre le Maroc et l'Italie à l'instar de celles franco-marocaines», poursuit-il en s'exprimant sur l'intérêt du forum des jeunes MRE. «Cet événement intéressant donne l'opportunité aux jeunes MRE

de se rencontrer. Il permet aussi d'avoir une idée du mode de vie d'autres jeunes dans différents pays. C'est aussi une occasion pour mieux connaître notre pays d'origine. Comme il facilite nos échanges avec la tutelle pour écouter nos problèmes dans les pays d'accueil», détaille Yassine Ramli, installé avec sa famille en Italie.

Amrane Benmoussa aspire à un bon poste en management au Maroc

Selon les dires de cette jeune MRE installée avec ses parents au Brésil, l'idée du retour germe dans sa tête. «J'aime-

rais bien décrocher un bon poste en management au Maroc», précise la jeune étudiante en 1ère année en indiquant être originaire de Fès où la majorité des membres de la famille est installée.

Quand elle est au Brésil, Amrane évoque énormément son pays d'origine à ses amis. «J'en parle dans les milieux que je fréquente», dit-elle en s'exprimant sur son attachement au Maroc en tant que terre d'Islam. «Il est vrai que l'Islam est propagé au Brésil mais pas autant qu'au Maroc qui est un pays musulman», enchaîne la seule jeune MRE en provenance du Brésil à avoir participé au forum.

Entretien avec Driss Guerraoui, professeur à l'Université Mohammed V de Rabat et secrétaire général du Conseil économique, social et environnemental

«Le Maroc a besoin des compétences des jeunes MRE pour gagner la bataille de l'émergence»

Propos recueillis par
Salima Guisser

ALM : Pourquoi la majorité des jeunes marocains préfère-t-elle rester à l'étranger ?

Driss Guerraoui : Il n'y a pas à ma connaissance d'études représentatives scientifiquement valides sur les jeunes marocains résidant à l'étranger permettant d'être affirmatif sur le comportement de ces jeunes vis-à-vis de leur retour au pays. Cependant, même à supposer que cela soit vrai, il est tout à fait naturel qu'un jeune issu de famille de 3ème ou 4ème génération de migrants marocains à l'étranger puisse s'inscrire dans une démarche de retour. Plusieurs raisons objectives l'en dissuadent. A commencer par les difficultés qui conditionnent son quotidien et à leur tête la langue, l'insertion socioprofessionnelle et l'intégration socioculturelle.

Comment le Maroc peut-il tirer profit

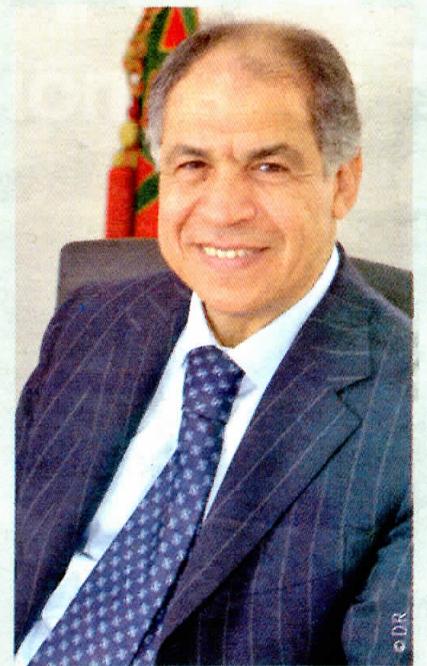
des compétences des jeunes MRE ?

Les compétences marocaines à l'étranger constituent un réel et grand espoir de notre pays face à la crise structurelle de l'école, qu'elle soit publique ou privée. En effet, celle-ci est aujourd'hui devant une incapacité effective à produire et reproduire une masse critique de savants dans toutes les disciplines, de hauts commis de l'Etat et d'élites culturelles, artistiques et économiques d'un niveau d'excellence, d'intégrité et d'engagement à la mesure des ambitions du Maroc et des défis qui lui sont lancés. Aussi, pour réaliser des raccourcis technologiques et gestionnaires, gagner la bataille de l'émergence et devenir une réelle puissance régionale le Maroc a besoin des compétences des jeunes MRE.

Comment le Maroc peut-il préparer un terrain propice pour les jeunes marocains de retour ?

La problématique des jeunes maro-

cains à l'étranger ne doit pas se poser en termes de retour. Car dans un système mondial global, ouvert et interdépendant ce n'est pas la sédentarité qu'il faut encourager, mais bel et bien une politique visant à apprendre aux jeunes marocains, d'ici et d'ailleurs, l'importance de la mobilité géographique et professionnelle. De plus, soyons rassurés, la communauté marocaine résidant à l'étranger, contrairement à d'autres nationalités, se caractérise par un attachement incroyable au pays. Aussi, les stratégies futures de valorisation de l'apport des jeunes MRE au développement de leur pays devraient s'appuyer sur trois piliers. Il s'agit d'améliorer davantage, dans le sens de la modernisation et de la sophistication, l'accueil en tenant compte des spécificités des attentes des nouvelles générations de migrants. Il est également question de promouvoir au niveau des pays de résidence des structures appropriées d'organisation et



de mobilisation des compétences marocaines à partir d'une répartition géographique et par champ d'intérêt correspondant aux besoins du Maroc. Enfin, et c'est notre point le plus faible, il faudrait assurer un pilotage institutionnel unifié de cette stratégie afin de mettre un terme à la situation actuelle marquée par des actions éclatées, non coordonnées et non convergentes portées par une multitude d'intervenants.